



HAL
open science

La vie des entreprises sous l'Occupation : une enquête à l'échelle locale. Les entreprises des Côtes-du-Nord

Christian Bougeard

► **To cite this version:**

Christian Bougeard. La vie des entreprises sous l'Occupation : une enquête à l'échelle locale. Les entreprises des Côtes-du-Nord. Institut d'Histoire du Temps Présent. Réseau des correspondants départementaux. 1986. halshs-04268498

HAL Id: halshs-04268498

<https://shs.hal.science/halshs-04268498>

Submitted on 2 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les entreprises des Côtes-du-Nord

par Christian Bougeard

Sans doute y a-t-il quelque paradoxe à s'intéresser au maigre tissu industriel d'un des départements les plus ruraux de France le moins urbanisé après la Creuse en 1946, avec une population rurale de 81,4%. Le secteur secondaire, en réalité à 71% artisanal en 1939, ne représente encore que 13,2% de la population active du département à la fin de la deuxième guerre mondiale pour une moyenne nationale de 30,5%. L'emploi industriel n'a cessé de diminuer de 1931 à 1946, de 40962 à 35140, sous l'effet conjugué de la grande dépression (-7,5% de 1931 à 1936) et de la guerre (-14,2% de 1931 à 1946). Pourtant un pôle industriel actif s'est constitué à Saint-Brieuc dans les années 1875-1910 avec la conjonction de plusieurs facteurs : la révolution des transports (désenclavement de la Bretagne avec l'arrivée du chemin de fer et l'aménagement du port du Légué), l'existence d'un marché régional (pour la métallurgie, le matériel agricole), l'émergence d'une bourgeoisie d'entreprise dynamique (et républicaine), une réserve de main-d'oeuvre bon marché (des salaires 2 à 3 fois plus faibles qu'à Paris). Enfin les commandes d'Etat et les guerres ont souvent stimulé certaines branches comme la métallurgie et le textile. Ainsi l'entreprise Chaffoteaux d'appareils sanitaires, la 1^{re} du département en 1986 avec 1666 employés, s'est repliée des Ardennes en 1915. De même, l'usine métallurgiques Sambre-et-Meuse, appartenant à un groupe du Nord, s'est installée en 1935-

1936 à Saint-Brieuc dans le cadre du réarmement (1). Comment les entreprises des Côtes-du-Nord, département occupé le 18 juin 1940 qui présente apparemment peu d'intérêt pour l'effort de guerre allemand, ont-elles traversé la défaite et l'occupation ?

I- Radiographie des entreprises des Côtes-du-Nord au début de la deuxième guerre mondiale (2).

La découverte et le dépouillement d'un recensement effectué par l'administration française à la demande de l'occupant qui cherchait à mieux utiliser le potentiel industriel, permet de dresser un tableau précis de l'état des entreprises industrielles en 1939 et immédiatement après la défaite (3). 447 entreprises sont ainsi répertoriées : branches d'activité, taille, emploi, localisation, structure juridique, capital social, états des stocks et des machines . Des recoupements avec les archives du cabinet du préfet témoignent de la validité de cette enquête (4).

En premier lieu, la répartition des entreprises par branches d'activité traduit la structure industrielle de ce département breton de la France de l'Ouest. Cinq branches dépassent 13% des entreprises . L'industrie textile et les cuirs, en y incluant les teillages de lin du Trégor, arrivent en tête avec 23,5%, suivies des industries du bois (scieries, menuiseries, ébénisteries...), des industries agro-alimentaires essentiellement les meuneries et et les minoteries; puis des industries "mécaniques", surtout les garages et les forgerons, et enfin des entreprises du bâtiment et des travaux publics . En revanche, l'industrie extrac-

tive, les carrières de granit, de grès, les ardoisières, et la métallurgie qui comptent les plus grandes entreprises, ne totalisent que 4,5 et 3,3% des entreprises.

Pour une population active de 265 161 personnes en 1946, la faiblesse de l'emploi industriel est patente, car en pleine reprise stimulée par le réarmement et les commandes de l'Etat. en 1939, les 447 entreprises n'abritent que 9874 ouvriers et employés⁽⁵⁾. Par exemple, l'usine de machines agricoles Tanvez de Guingamp (80 ouvriers en 1933), mise en liquidation judiciaire en 1935 se maintient avec 45 personnes lors du Front populaire, connaît des difficultés financières en 1937 puis se développe en 1938-1939 grâce à l'effort de guerre pour atteindre selon certaines sources 1140 ouvriers.

Les effectifs chez Tanvez ont triplé de 1939 à mars 1940. Pourtant l'inspecteur du Travail déplore le manque de main-d'oeuvre spécialisée : elle aurait été attirée par l'Arsenal de Rennes qui "a littéralement vidé la région". Beau redressement pour une société au bord de la faillite qui a su tirer profit de la politique de réarmement du pays. Mais ce n'est pas tout. Dès la publication du décret du 19 octobre 1939 concernant "la décentralisation des établissements travaillant pour les fabrications de guerre", la direction de Tanvez dépose un projet d'extension de l'usine. En outre, elle veut édifier dans la forêt de Malaunay en Ploumagoar une grande cartoucherie pour la fabrication de cartouches et d'obus de D.C.A. Cette Société Bretonne de pyrotechnie, S.A. au capital d'un million de francs dont le siège social est à Nantes, devra employer 1000 ouvriers. Au printemps 1940, le projet est accéléré à la faveur d'un changement de direction chez Tanvez et avec l'accord des autorités préfectorales. On envisage même de faire appel à de la main-d'oeuvre coloniale pour le terrassement mais l'arrivée de la Wehrmacht met fin aux espoirs de l'entreprise la plus dynamique du département.

Des entreprises briochines de la métallurgie connaissent la même évolution : Chaffoteaux passe 400 à 1000 ouvriers , Sambre-et-Meuse qui démarre avec le réarmement passe de 200 à près de 600 . Venu du Nord de la France, ce dernier groupe dispose d'une fonderie et d'une aciérie électrique . L'usine qui fabrique des blindages de chars est devenue la 2e entreprise des Côtes-du-nord en mai 1940 avec 492 ouvriers . Qui plus est, l'installation d'une usine de chars repliée avec 2000 employés est en projet mais n'a pas le temps de voir le jour . En 1938-1940, l'effort de réarmement national a bien bénéficié à quelques entreprises métallurgiques, cependant il a été trop bref pour modifier en profondeur le tissu industriel des Côtes-du-Nord .

Le prolétariat industriel moderne est concentré à Saint-Brieuc qui compte 37,6% des entreprises (168) et presque la moitié de l'emploi industriel. Les sept autres centres urbains n'ont que 23% des entreprises et 21,3% de l'emploi . Le 2e pôle industriel est Guingamp situé sur l'axe Paris-Brest et non Dinan, la 2e ville des Côtes-du-Nord . Pour le reste la dispersion géographique est la règle avec cependant une coupure très marquée entre le littoral plus développé et l'intérieur (. L'originalité du Trégor, la région de Lannion tient aux carrières de granit de Perros-Guirec et aux 72 teillages de lin saisonniers,

- LES GRANDES ENTREPRISES DES COTES-DU-NORD
EN 1939-1940 (plus de 100 ouvriers)

Branches	Entreprises	Localisation	Emploi
Teillage de Lin	Le Calvez J.	Minihy-Tréguier	100
Textile	Un ouvroir	St-Brieuc	140
	Confection Le Foll	St-Brieuc	100
	Confection Perdriau	Dinan	100
Bois	Ets Chalos	St Brieuc	300
Brosseries	Ets Pitet	St-Brieuc	200
	Ets Bullier Frères	St-Brieuc	175
	(société nom collectif)		
Chiffons	Ets Presles S.A.R.L.	St Brieuc	100
Papeterie	Ets Vallée S.A.	Belle-Isle-en Terre	140
Industrie extractive	Les kaolins de Bretagne et produits réfractaires S.A.	Plemet	110
Ardoisières	Société André et Henry	Maél Carhaix	200
	Henry F.	Plévin	100
	Carrières de l'Ouest S.A.	Pleherel	230
	Société « Le granit »	Le Hinglé	130
Batiment et T.P.	Ets Richet	St-Brieuc	200
	Behrens et Laurent	St-Brieuc	150
	Chauvin J.	Dinan	110
Métallurgie	Sambre et Meuse S.A.	St-Brieuc	492
	Forges et Laminoirs de Bretagne S.A.	St-Brieuc	200
	Ets Chaffoteaux S.A.	St-Brieuc	304
	Ets Lefèvre S.A.	Plérin	100
	Ets Tanvez S.A. (?)	Guingamp	391 (1943) 600 (1949-1940)
Armement	Société Bretonne de Pyrotechnie	Guingamp	360 (prévisions)

Source : A.D. C. du N. – Recensement des entreprises industrielles et commerciales des Côtes-du-Nord, août 1940.

survivance d'activité pré-capitaliste . Un seul teillage dépasse alors 100 ouvriers .

Dans une région restée globalement à l'écart de la révolution industrielle, la dimension des entreprises reflète la faiblesse de l'industrialisation . Les grandes entreprises, celles de plus de 100 employés sont peu nombreuses . Exceptionnellement, et pendant la brève période de la Drôle de guerre, quelques entreprises métallurgiques ^{ont connu} une très forte croissance . Toutefois, cette catégorie de sociétés totalise 37% de l'emploi . Toutes les branches sont représentées, des carrières aux broseries, du bâtiment à la métallurgie . Pour moitié, elles sont localisées à Saint-Brieuc, souvent au Légué . Sur 23, 6 entreprises appartiennent à la métallurgie, 5 aux industries extractives, 3 seulement au bâtiment . C'est ce qui explique la présence en milieu rural de quelques grandes entreprises dispersées . Quant aux entreprises moyennes (7%), de 50 à 99 employés, elles rassemblent plus d'un emploi sur cinq, nombreuses surtout à Saint-Brieuc .

Il se dégage donc une forte concentration de la classe ouvrière, 58,2%, dans quelques grandes entreprises et dans 3 villes . Pourtant les P.M.E., de 6 à 49 ouvriers, au nombre de 47,6% pour 37,1% de l'emploi, constituent la base du tissu industriel et sont beaucoup plus dispersées . Plus d'une entreprise sur 4 appartient à la catégorie des 6 à 15 employés . Comme dans l'ensemble de la France, les entreprises artisanales, de 1 à 5 ouvriers sont

encore très nombreuses : 40,7% pour moins de 5% de l'emploi . Dans les communes rurales, elles oeuvrent pour l'agriculture ou les métiers du bâtiment . Ce dualisme entre la structure artisanale dominante et les quelques grandes entreprises de type capitaliste est confirmée par l'étude de la structure juridique de la propriété .

Avec 82% du total, l'entreprise familiale en nom unique règne sans partage, ce qui n'exclut nullement une origine plus large du capital . Cette réalité traduit la faible pénétration du mode de production capitaliste dans les villes provinciales . Les sociétés à deux associés et les S.A.R.L., moins de 10% sont peu nombreuses . De même , dans le département de l'écrivain briochin Louis Guilloux, l'auteur de La Maison du Peuple et de Compagnons, histoire d'une petite coopérative ouvrière, la forme coopérative est rare sauf quelques carrières, malgré quelques tentatives en 1936 et sans tenir compte des coopératives agricoles comme Landerneau. En revanche, les sociétés anonymes (7%) concernent les grandes entreprises les plus dynamiques.

L'industrie briochine reflète bien l'état des entreprises du département dans sa diversité . Comme à la fin du XIXe siècle, 1 habitant sur 7 environ est ouvrier dans la métallurgie, le bois ou le bâtiment . Premier centre de la broserie française, les 5 entreprises à emploi féminin irriguent le marché national en brosses et pinceaux et exportent

On peut dresser une typologie des entreprises à la veille de

la guerre . Malgré le déclin de l'industrie des toiles dans la première moitié du XIXe, le teillage s'est maintenu dans le Trégor dans des petites entreprises (12 sur la commune de Langoat). La guerre et le retard technologique seront fatals à cette activité . L'industrie textile s'est mieux adaptée en se tournant vers la bonneterie et la confection dans des entreprises moyennes, dont 26 se trouvent à Saint-Brieuc (772 femmes) . Hormis les Brosseries Bullier et Pitet et l'usine Chalos, le bois relève de la petite entreprise; le bâtiment et les travaux publics des P.M.E. (37 entreprises à Saint-Brieuc sur 61) . L'industrie extractive tout comme la métallurgie installée à Saint-Brieuc depuis la fin du XIXe siècle, appartient^{en} davantage à de grandes sociétés capitalistes parfois originaires d'autres régions . Leur production oscille entre les besoins du marché rural et ceux de l'Etat . Au contraire, les industries agro-alimentaires de transformation sont encore pratiquement inexistantes .

La grande dépression a affaibli le tissu d'entreprises en pleine expansion dans les années 1920-1930 (6) : Plusieurs ont disparu telles l'usine Rosengart au Légué (pièces d'automobile), les mines de plomb argentifère de Trémuson relancées dans les années 1920 . Une seule usine importante s'installe : Sambre-et-Meuse, tandis que l'usine de pyrotechnie de Guingamp est inachevée en 1940 . En dépit du coup de fouet du réarmement, les industries traditionnelles, artisanales et les P.M.E. dominant . La main-d'oeuvre demeure peu qualifiée malgré quelques noyaux de

dynamisme à Saint-Brieuc et à Guingamp . Le choc de la guerre va encore aggraver la situation .

II- Les entreprises des Côtes-du-Nord dans la guerre et à la Libération (1939- 1946) .

Tout en stimulant certaines branches, la guerre et la mobilisation désorganisent la production; la défaite et l'occupation provoquent fermetures et chômage . A la fin juin 1940, les 2150 ouvriers des 5 entreprises métallurgiques sont au chômage . Or depuis 1938, leur essor a été spectaculaire . L'emploi a plus que triplé à Sambre-et-Meuse et chez Chaffoteaux tout comme chez Tanvez qui travaillent pour la défense nationale . Même les papeteries Vallée de Belle-Isle-en-Terre qui ont connu des difficultés financières de 1934 à 1937, passent de 140 à 208 employés; le chiffre d'affaires gonfle de 10 à 15 millions de francs ^{courants} (7) .

À l'été 1940, le choc de la défaite est d'autant plus rude que les Côtes-du-Nord ont 27 000 prisonniers sur 530 000 habitants . L'enquête de 1940 permet de mesurer le désastre dans les entreprises . Le taux d'emploi a baissé de moitié par rapport à 1939 . Tanvez est fermée, Sambre-et-Meuse a perdu les 9/10^e de ses salariés, Chaffoteaux ^{la} 1/2, les broseries pourtant féminisées, 70% . Il est vrai que les broseries sont désormais privées des "commandes anglaises" et que faute d'énergie ou de matières premières importées du Nord, les bonneteries s'arrêtent . Enfin des licenciements

résultent de l'arrêt des "productions de guerre" comme aux papiers Vallée . La paralysie économique s'étend tout au long de l'automne et de l'hiver 1940-1941 . Le charbon n'arrive plus régulièrement; le pétrole manque; les pénuries gagnent; les stocks fondent .

Toutefois aussitôt après l'occupation, le préfet et le patronat des grandes entreprises métallurgiques se concertent pour élaborer une stratégie de reconversion, pallier l'arrêt des commandes de l'Etat et les difficultés de trésorerie , suppléer au manque de main-d'oeuvre . Ainsi le bâtiment est paralysé car le ciment importé des Alpes et de Lyon n'arrive plus à cause de la ligne de démarcation . Certaines entreprises métallurgiques songent à reprendre leurs activités traditionnelles (matériels agricoles), d'autres dont Sambre-et-Meuse se proposent déjà dès juillet 1940 de s'orienter vers la construction de gazogènes .

Mais la reprise est lente et difficile . Et ce sont les commandes allemandes qui très tôt, en février-mars 1941, permettent la relance des entreprises jugées prioritaires par l'occupant, en particulier dans la métallurgie . A Guingamp, Tanvez a réembauché 100 ouvriers en décembre 1940 . Février 1941, une commande de la S.N. C.F. autorise le recrutement d'ouvriers fondeurs réfugiés du Nord . A l'été 1941, la situation redevient presque normale avec 300 employés, puis atteint 410 en 1942 et presque 500 en 1943

. L'usine travaille pour l'Allemagne mais à partir de 1943, les rendements baissent du fait des difficultés

croissantes et de la "propagande sournoise" de la Résistance , du Front National et du P.C.F.

D'après une enquête cantonale de 1941, Chaffoteaux travaille pour la firme d'aviation allemande Junkers, Sambre-et-Meuse pour la Reichbahn . De même à Binan, les bonneteries tournent à 75% pour l'Allemagne et les carrières du Hinglé sont en pleine activité pour alimenter les chantiers allemands, en particulier les terrains d'aviation en cours d'extension à cause de leur proximité de l'Angleterre. C'est le cas aussi à Lannion-Servel où 1500 ouvriers ont été embauchés dès juin 1940 (8) . Des entreprises extra-départementales , attirées par les chantiers du mur de l'Atlantique font leur apparition ainsi que l'entreprise briochine Raff, placée sous séquestre à la Libération . A partir de ces exemples, le redémarrage en Bretagne, en zone occupée, semble plus précoce qu'en zone sud, en comparaison de la région stéphanoise étudiée par Monique Luirard (9) .

Mais si les commandes allemandes stimulent quelques branches, la baisse d'activité, les arrêts et le chômage partiel sont la règle dans les secteurs non-protégés . Car la remise en route s'épuise au rythme des stocks non-renouvelés . La Chambre de Commerce met en cause la tutelle tâtilonne des Comités d'Organisation et leur favoritisme . La rupture entre Vichy et le petit patronat local est consommée à la fin de 1941.

De nombreuses entreprises dépérissent comme la fabrique de chaussons Glémot à Saint-Brieuc qui passe de 70 ouvriers en 1939

à 11 en 1942-1944 tandis que le chiffre d'affaires baisse de moitié . Si toutes les entreprises souffrent peu ou prou de la guerre, il y a bien "un dépérissement sélectif" comme Monique Luirard l'a montré pour la Loire . Chalos licencie 117 ouvriers en novembre 1941; l'industrie textile fait figure de véritable branche sinistrée frappée de fréquentes fermetures . A Saint-Brieuc, la fabrique de vêtements David est fermée 7 mois en 1941; elle tombe de 120 à 7 ouvrières qui travaillent 28 heures par semaine . Des sociétés métallurgiques même sont en difficultés : la boulonnerie Lefebvre évite de justesse la fermeture grâce à une livraison en novembre 1941 . Le four Martin des Forges et Laminoirs de Bretagne ne peut être rallumé faute de coke .

Tandis que les entreprises protégées, dans la métallurgie et le bâtiment (peu nombreuses apparemment) -- 14 usines Rüstung ou S Betriebe en 1942-1943 (10) -- jouissent de la diligence des C.O. et des Rüstungskommandos, ce qui n'évite pas toujours les pénuries et les baisses de chiffres d'affaires, d'autres se battent pour leur survie ou pour ne pas disparaître . En effet en 1942, à la demande des Allemands, Vichy prépare un plan dit de concentration industrielle qui doit fermer au moins 1600 entreprises françaises pour dégager de la main-d'oeuvre . 2 ou 3 sont visées dans les Côtes-du-Nord dont Glénot . Seule la brosserie Bullier (130 personnes) est fermée en juillet 1942 . Les autres parviennent à reporter l'échéance jusqu'à la Libération . Le dépérissement touche surtout le textile .

Pendant ce temps la branche des travaux publics devient hypertrophiée et parasitaire . L'empléé sur les chantiers allemands passe de 2000 en mars 1941 à 8660 en 1944 . Les hauts salaires pratiqués par l'Organisation Todt, 2 à 3 fois plus élevés que ceux des entreprises françaises ordinaires, attirent les travailleurs, chômeurs ou non . Des firmes françaises de Normandie, d'Anjou..., et des entreprises allemandes (Schneider, Siemens-Bauunion...) s'implantent pour construire des fortifications littorales ou installer des systèmes de communications . De nouvelles entreprises naissent . Sur 7 entreprises présentes à Saint-Brieuc et à Dinan en 1944, 6 n'existaient pas en 1940 .

Siemens-Bauunion a créé une filiale, l'Entreprise Industrielle qui exploite des chantiers dans la région de Paimpol et de Perros-Guirec . De nombreuses petites entreprises touchées par une épuration bâclée voient le jour dans ces années et doivent travailler pour l'occupant . Une ordonnance allemande de 1942 interdit tout chantier civil supérieur à 100 000 francs . Mais en 1943, il faut réquisitionner la main-d'oeuvre pour fournir les chantiers , puis procéder à des rafles en 1944 pour tenter d'achever les travaux avant le débarquement .

Une statistique trimestrielle continue de l'inspection du travail permet de suivre de 1942 à 1945, l'évolution du nombre d'entreprises dans les Côtes-du-Nord et la conjoncture économique . Elle porte sur les entreprises de plus de 6 ouvriers (11) au nombre de 516 au début de 1942 . L'augmentation importante par rapport à 1939 s'explique par l'accroissement des entreprises du bâtiment et des travaux publics dont le nombre passe de 35 en 1940

à 110 en 1942 (3150 ouvriers) . La masse des travailleurs volontaires, réquis ou raflés utilisés au terrassement s'accroît sans cesse pour atteindre 18 000 à l'été 1944, tout comme la durée de la semaine de travail qui passe en moyenne de 42 à 50 heures (graphique VII) .

Cependant, en dépit du dynamisme forcé du bâtiment, le nombre d'entreprises de plus de 60 ouvriers tombe à 400 au printemps de 1943, sans doute du fait de la concurrence de la Relève et du S. T.O. mais aussi du dépérissement des autres branches . Dans l'industrie extractive, les carrières sont souvent réquisitionnées comme à Perros-Guirec et les ardoisières vivotent . Les bonneteries connaissent de graves difficultés, l'occupation est fatale aux teillages et l'industrie alimentaire concurrencée par les prélèvements agricoles et le marché noir est en plein marasme . Pourtant quelques commerçants profitent de la manne de l'occupation . Un marchand de porcelaine briochin n'a-t-il pas vu, selon l'O.C. R.P.I., son chiffre d'affaires de 1938 multiplié par 19,5 en 1941 !...

Dans la métallurgie, l'emploi s'est maintenu de 1942 à 1944 malgré les prélèvements de main-d'oeuvre, les bombardements, les sabotages de plus en plus nombreux en 1943-1944 . Chez Chaffoteaux, selon l'O.C.R.P.I., le chiffre d'affaires triple de 1940 à 1943 pour retomber au niveau de 1940 en 1944 . C'est le résultat des commandes allemandes (pièces d'avions et de locomotives) qui seraient passées de 43,2% à 82,8% du C.A. de 1942 à 1943 . Chez Sambre-et-Meuse qui fabrique des chaînes de chars, ce chiffre monte à 82% en décembre 1942 . Quant à Tanvez, entreprise donnée en exemple pour sa politique sociale par la propagande vichyssoise, son C.A. qui a sextuplé de 1938 à 1940 pour atteindre 31 millions de

francs tombe à 10 millions en 1941, puis remonte à 24-25 millions de francs en 1942- 1943 . La première entreprise du département n'aurait travaillé qu'à 33% pour l'occupant d'après l'O.C.R.P.I., ce qui nous parait pour le moins surprenant . Cet exemple met en évidence les limites des sources économiques officielles de la période de l'occupation .

Au printemps 1944, avec la désorganisation des transports, la paralysie économique gagne toutes les branches . La plupart des entreprises sont fermées . D'ailleurs de nombreux ouvriers montent au maquis : 80 des usines Tanvez de Guingamp par exemple .

L'emploi industriel s'effondre : de 2200 salariés dans la métallurgie en mars 1944 à 800 en décembre . Dans le bâtiment, le choc est encore plus rude : de 8000 à 1000 . La paralysie des grandes entreprises est totale dans les derniers mois de 1944 et la remise en route en 1945 s'avère longue et difficile .

Encore une fois, les entreprises métallurgiques prioritaires, échappant à une épuration économique approfondie, tirent leur épingle du jeu car leur contribution est indispensable pour achever la guerre et reconstruire le pays . Sambre-et-Meuse ^{participe} à la "bataille de la production" en fabriquant des pièces de locomotives . Le patron des établissements Tanvez, très contesté par la C.G.T., le Front National et le P.C.F., arrache à Paris une commande de 500 000 grenades en décembre 1944 . L'usine redémarre au début 1945 avec 200 salariés et tourne bientôt à plein rendement . Le chiffre d'affaires de l'entreprise, selon l'O.C.R.P.I., sera en 1946 huit fois supérieur à celui de 1944 .

Les besoins civils, en particulier de l'agriculture, sont énormes et plusieurs entreprises se reconvertissent rapidement dans ce sens . Mais pour la plupart d'entre elles, la paralysie persiste jusqu'à l'automne 1945, faute d'énergie, de matières premières et de moyens de transport suffisants . Jusqu'aux derniers mois de 1945, le charbon et le coke n'arrivent qu'au compte-gouttes; les contingents partiellement livrés sont réservés en priorité aux hôpitaux et aux industries alimentaires car le ravitaillement demeure difficile . L'artisanat assure les besoins les plus immédiats . Il se développe d'ailleurs dans les années 1950 , dans le bâtiment, la mécanique générale, les industries agro-alimentaires . En 1950, selon l'I.N.S.E.E., les artisans ruraux sont encore très nombreux par exemple 293 bourreliers, 572 charrons, 731 forgerons ... En revanche l'atonie industrielle persiste dans les Côtes-du-Nord jusqu'aux grandes opérations de décentralisation industrielles des années 1960 ; Olida s'installe à Loudéac, le Joint Français à Saint-Brieuc, le C.N.E.T. à Lannion et la téléphonie dans le Trégor.

Parallèlement, la révolution agricole induit une industrie agro-alimentaire créatrice d'emplois y compris dans la période récente de la crise ; mais les séquelles de la guerre ont été effacées dans les années de forte croissance .

Pour conclure, l'histoire des entreprises industrielles des Côtes-du-Nord traduit bien les rythmes de la conjoncture des années 1930-1940. Si les menaces de guerre et les efforts de réarmement dans les années 1936-1939 ont accéléré la reprise et même le développement de quelques entreprises métallurgiques affectées par la grande dépression, le tissu industriel du département n'a guère été modifié, exception faite de l'entreprise Sambre-et-Meuse qui s'installe à Saint-Brieuc. Tout au plus quelques grandes entreprises ont-elles bénéficié du coup de fouet des commandes de guerre de l'Etat, comme pendant la Première guerre mondiale, mesurable par l'augmentation forte de l'emploi et du chiffre d'affaires en 1938-1940. La défaite paralyse pour un temps l'activité économique, mais l'occupant allemand s'efforce rapidement d'utiliser le faible potentiel des entreprises locales (métallurgie et bâtiment) pour son effort de guerre au détriment des branches jugées non-prioritaires (textile, broserie) et du secteur artisanal. Le redémarrage d'une industrie plus qu'"engourdie" est le fruit des commandes allemandes dont bénéficie une minorité d'entreprises seulement. Par ailleurs, un "dépérissement progressif" frappe la grande majorité des entreprises non-protégées, jugées inutiles à l'effort de guerre de l'impérialisme nazi.

Les contraintes d'une économie de guerre dominée par les Allemands ne cessent de s'alourdir jusqu'en 1944. La reprise n'en sera que plus lente et plus difficile en 1945-1946, sauf pour quelques entreprises toujours prioritaires.

Des entreprises condamnées par Vichy, dans le cadre de la collaboration d'Etat et au nom de plans de "concentration industrielle" — en réalité pour dégager de la main-d'oeuvre pour les Allemands — parviennent à survivre jusqu'à la Libération. Cette situation reflète bien à notre sens, le décalage croissant entre les décisions gouvernementales et leur application partielle sur le terrain. Cette remarque vaut aussi, dans les Côtes-du-Nord, pour l'ensemble de la politique économique et sociale de Vichy (Charte du Travail, Corporation paysanne ...).

Durant l'occupation, le tissu industriel départemental s'appauvrit comme l'indique la baisse de l'emploi industriel de 1936 à 1946 (-6,7%) malgré la reprise des années 1937-1940 . Les difficultés quotidiennes des entreprises, les prélèvements de main-d'oeuvre industrielle et les choix des branches prioritaires par l'occupant expliquent une telle évolution . Seules les entreprises du bâtiment et des travaux publics paraissent bénéficier provisoirement et jusqu'au parasitisme des commandes allemandes, le plus souvent au détriment des autres industries . Mais pour la plupart, ce sont des entreprises venues de l'extérieur ou des entreprises allemandes car les petites entreprises locales attendent d'être requises . De plus, les chantiers des défenses du Mur de l'Atlantique, industrie de main-d'oeuvre requise en grande partie à partir de 1942 , ne peuvent être qu'éphémères sans conséquences industrialisantes . En ce sens, l'exemple des Côtes-du-Nord, département côtier de la Manche soumis aux contraintes de la construction du Mur de l'Atlantique, est révélateur de la stratégie allemande de pillage économique et de l'attitude des entreprises françaises face à ces "marchés" .

Au demeurant, la guerre n'a pas transformé la structure fondamentalement artisanale des entreprises industrielles des Côtes-du-Nord . D'ailleurs alors que l'agriculture manque cruellement de bras, l'exode rural ou émigration bretonne reprend avec vigueur et s'accélère jusqu'aux années 1960 , celles des premières décentralisations industrielles et de l'essor du bâtiment et de l'agro-alimentaire .

(1) Voir Ch. Bougeard, "Prémices de la décentralisation : la création d'entreprises industrielles dans les Côtes-du-Nord (1870-1940)", Histoire, économie et société, 1985/1, p. 136-160 .

(2) Pour une analyse détaillée de l'évolution des entreprises de 1918 à 1950, voir notre thèse d'Etat, Ch. Bougeard, Le choc de la guerre dans un département breton : les Côtes-du-Nord des années 1920 aux années 1950, Rennes 1986, 2077 p. dactylo, en particulier les chapitres 3 et 4 de la quatrième partie, p. 1934-2037 .

(3) Les sources utilisées sont conservées aux Archives départementales des Côtes-du-Nord . Deux liasses non-cotées .

(4) A.D. C. du N. 1W1 à 1W19 . Rapports des préfets, sous-préfets, de gendarmerie, des R.G. et éléments des rapports du préfet .

(5) Il faut ajouter les dockers, les cheminots .

(6) Chapitres 3 et 4 de notre thèse, Première partie, op. cit.

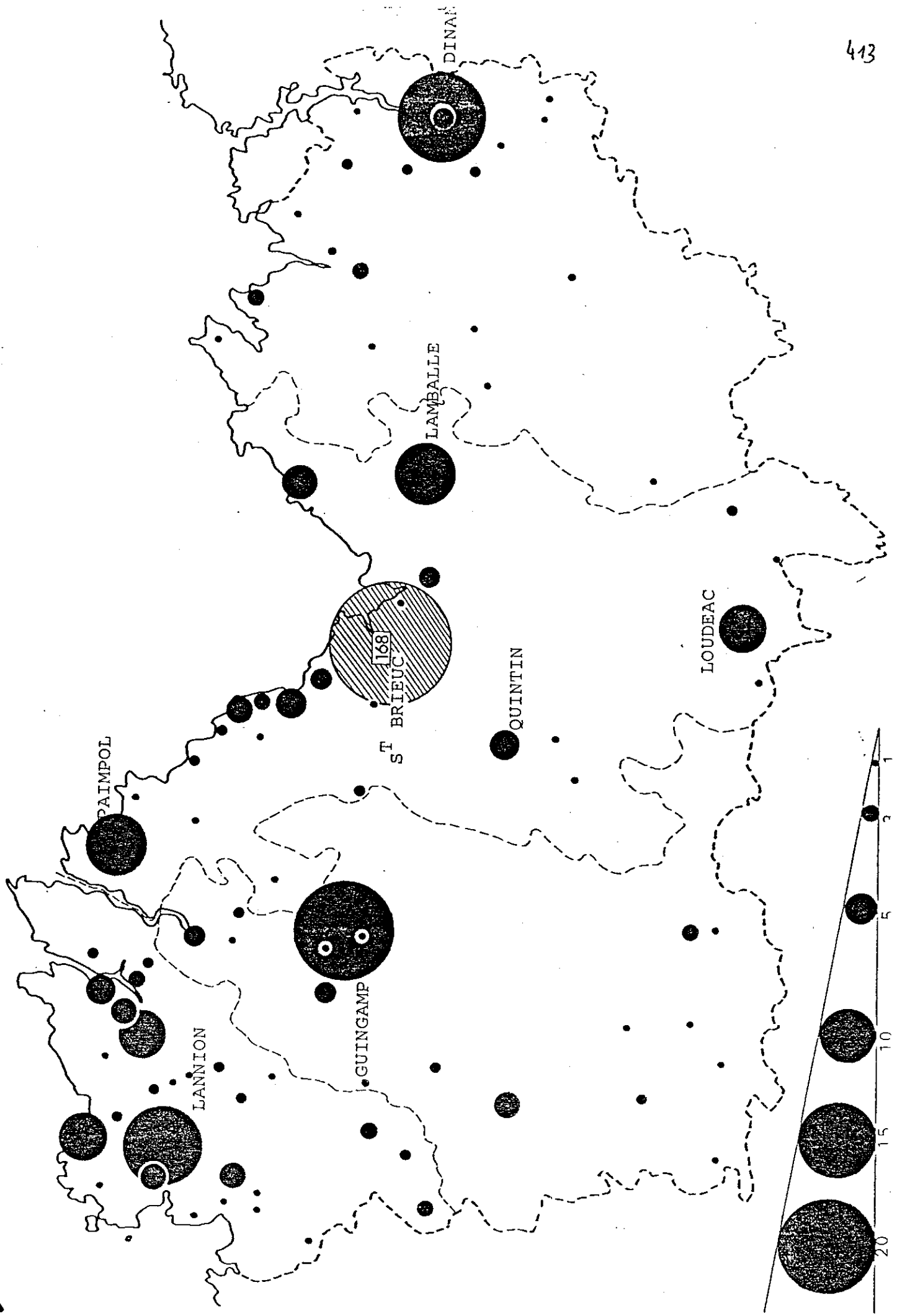
(7) A.N. F 12 9444 . Côtes-du-Nord. Service de contrôle et de la répression des fraudes de l'O.C.R.P.I. et A.D. C. du N. J. Fonds J. Vallée . Toutes les sommes sont exprimées en francs courants .

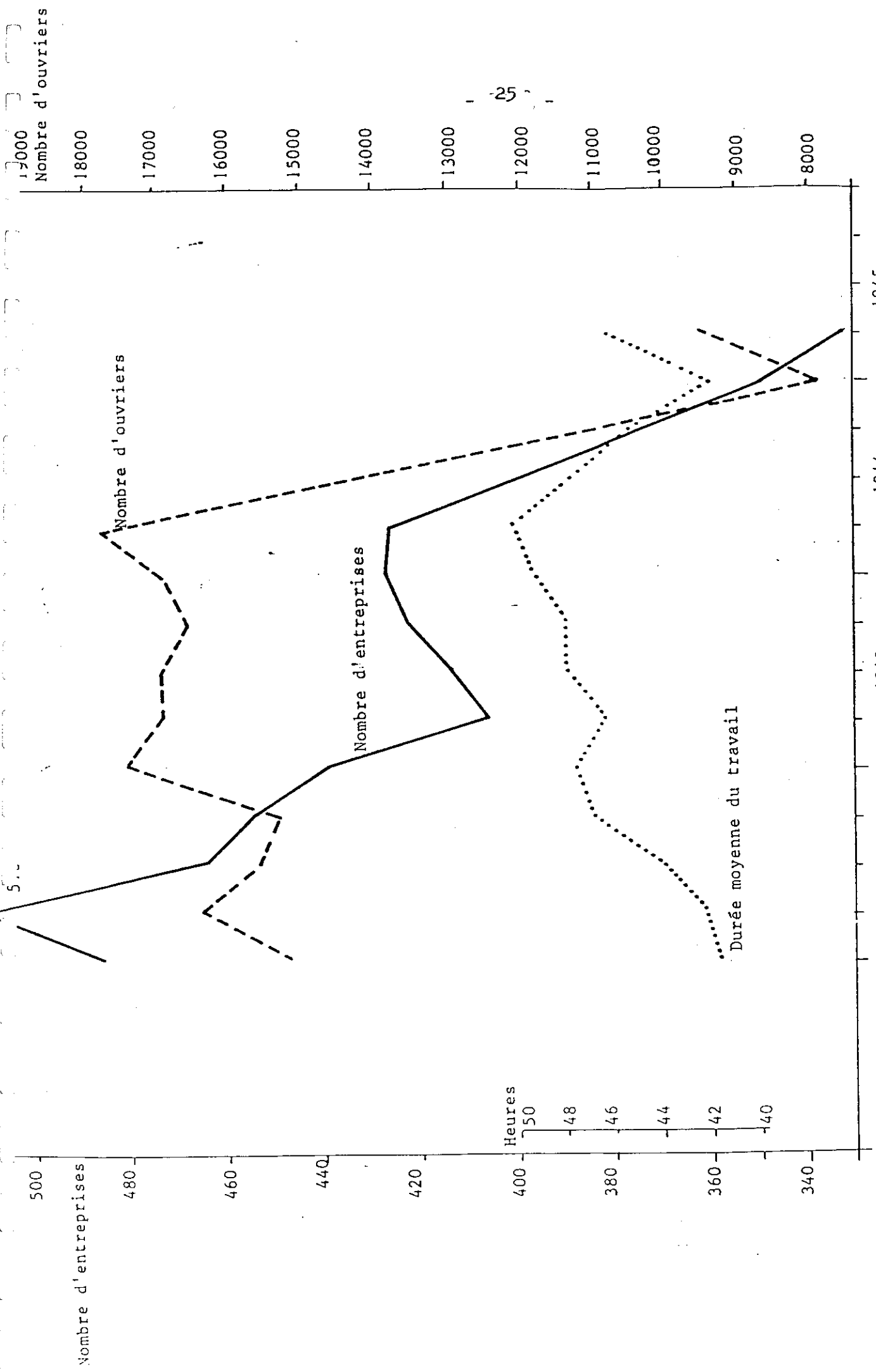
(8) Voir Ch. Bougeard, "Les prélèvements de main-d'oeuvre en Bretagne et leur intérêt stratégique", Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, n° 137, janvier 1985, p; 33-62 .

(9) Monique Luirard, La région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951), St Etienne, 1980, 1024p.

(10) En Loire-Inférieure, 60 des 144 entreprises sont protégées .

(11) Elle est plus large que l'enquête de 1940 mais on peut ajuster les deux sources .





2) L'activité économique des entreprises : nombre d'entreprises (+ 6 ouvriers), emploi, durée hebdomadaire du travail (1941-1945).